# Grands problèmes économiques et sociaux :

Thème 1 : Croissance et développement.

* connaissance des concepts ;
* mesure (indicateurs) + problèmes posés par la mesure ;
* liens entre les deux notions ;
* grands enjeux d'aujourd'hui (plans politique, social, économique, environnemental).

Thème 2 : Aide publique au développement.

Dans le contexte de crise et de réduction des déficits budgétaires des pays développés, ces pays pourront-ils continuer à prodiguer cette aide ?

* quelle est cette aide ?
* à quoi sert-elle ?

Thème 3 : La panne de l'ascenseur social ?

* à partir de quand émerge cette notion ?
* qu'est ce que l'ascenseur social ?
* quels sont les facteurs qui favorisent ou défavorisent l'ascenseur social ?

Il faut montrer que les connaissances se distinguent du sens commun par des statistiques et des analyses d'Hoper.

À lire : La richesse Autrement – Alternatives Économiques.

Rapport du PNUD : Intro + chapitre 3 + chapitre 5.

À voir : Vincent GLENN, *indices*, sur la question de la mesure du PIB.

## Chapitre 1 : Introduction :

Croissance et développement sont deux notions auxquelles sont sommes confrontés directement et rares sont les jours où les actualités ne les abordent pas.

Cette question est au coeur des évènements « que connaissent aujourd'hui certains pays à la suite de la Tunisie »

Au mois d'Août 2010, pendant 15 jours, on nous a parlé de la Chine, seconde puissance mondiale, qui va manger tout le monde.

En terme de PIB mondial, la Chine est passée devant la Japon, mais a-t-elle rattrapé le niveau de vie et de bien-être du Japon ? Comparatif de la taille du territoire, de la population entre les deux pays. Est-ce la même chose ? En conclusion, le PIB de la Chine est très éloigné de celui du Japon, surtout en terme de PIB/habitant en PPA (6930 $ contre 30274 $). La Chine est passée devant le Japon en terme de PIB global uniquement.

De même, l'UE est le premier ensemble de PIB mondial devant les États-Unis, donc attention aux apparences !

Aujourd'hui, l'information circule très vite en très de flux et en terme de valeur (lue en quelques secondes).

Le 8 janvier 2008 le président de la République française présentait ses voeux à la Presse (tradition française envers les grands corps de métier). Il a indiqué qu'il était insatisfait de l'indicateur PIB pour mesure la croissance économique. Il a expliqué pourquoi et lui reproche d'avoir une approche trop quantitative, comptable (référence à la comptabilité nationale).

Pour le président de la République, cette approche ne permet pas de mesurer nos performances collectives et empêche de modifier nos comportements et nos façons de penser.

Cette idée de se déclarer insatisfait du PIB a été englobée dans une volonté de « politique de civilisation » : changer nos comportements et façons de penser, c'est-à-dire réformer la société.

Pour le président, les sociétés modernes sont des sociétés complexes. Si l'on souhaite s'attaquer à une réforme de ces sociétés complexes, il ne faut pas engager des réformes l'une après l'autre mais toutes ensembles.

Dans les salles de rédaction de la presse, le terme « politique de civilisation » a été au centre des sujets. Il vient du philosophe *Edgar Morin* pour deux raisons :

* Edgar Morin lui aussi considère que le monde d'aujourd'hui est complexe et qu'il faut se doter de moyens d'analyse qui permettent de saisir cette complexité. Edgar Morin, *Introduction à la pensée complexe*, 1990. Pour lui, la complexité vient du terme « complexus », « ce qui est tissé ensemble » (interrelations). Dans cette perspective, il souhaite pouvoir proposer une démarche de manière à faire en sorte que ces sociétés complexes fonctionnent mieux. Dans un ouvrage de 1993, *Terre-Patrie* (référence au terre, Famille, Patrie du Maréchal Pétain), il amène à une prise de conscience de la communauté du destin terrestre. Il veut une prise en compte à l'échelle planétaire (voir la partie sur le développement durable). Cette conscience doit s'accompagner d'une nouvelle politique de civilisation. Pour Edgar Morin, cette politique de civilisation doit permettre de sortir de l'âge de fer planétaire, de la préhistoire de la société humaine ;
* Edgar Morin a vécu cette mise à la lumière de manière humoristique car dans son ouvrage *terre et Patrie* il a essayé d'expliquer ce qu'est une politique de civilisation qui doit s'attacher à réveiller les cités, à réanimer les solidarités, a susciter à nouveau des convivialités et à régénérer l'éducation. Edgar Morin s'est montré très nuancé quant aux propos du président de la République et de la source de ses propos « Je ne peux exclure que monsieur Sarkozy réoriente sa politique dans ce sens, mais il ne l'a pas montré jusqu'à présent et n'en donne aucun sens. J'ai deux désaccords très importants avec monsieur Sarkozy : sur la politique extérieure où je vois un alignement sur Bush et sur l'intérieur avec la politique inhumaine sur les immigrés. Pour le reste, il y a une marge d'incertitude et il peut évoluer. Le chef de l'État est un personnage plastique (il peut changer très vite d'opinion) mais il peut changer. Il n'a pas encore pris conscience du caractère radical d'une politique de civilisation (il faut changer les choses très profondément). ».

Edgar Morin tire ces conclusions de Léopold Sédar SENGHOR qui lui aussi a utilisé cette expression de « politique de civilisation ». Pour ce dernier, cette politique de civilisation vise à remettre l'homme au centre de la politique en tant que fin et moyen et à promouvoir le Bien-vivre au lieu du bien-être.

Léopold Sédar SENGHOR (1906 – 2001) est d'origine sénégalaise. Il est passé par l'ENS, est agrégé de grammaire et est un homme qui en dehors du rôle très important qu'il va jouer sur le plan de la littérature et de la langue va jouer un grand rôle politique, il a été élu député du Sénégal, a été secrétaire d'État à la présidence du Conseil (1955- 1956), ambassadeur de la France à l'UNESCO président de la République du Sénégal de 1956 à 1980.

On retrouve cette politique de civilisation chez un économiste, Henri BARTOLI (1918 – 2008) qui a beaucoup travaillé sur l'économie sociale et l'histoire de la pensée économique. Il a été fait Juste parmi les nations en juin 1999. Il utilise lui aussi cette notion de politique de civilisation qui pour lui consiste à replacer l'homme au centre de l'économie. L'économie doit-être au service de l'homme et non l'inverse.

Dans la foulée de cette conférence de presse, le président a annoncé la création d'une commission, la Commission sur la Mesure des Performances Économiques et du Progrès Social (C.M.P.E.P.S.).

On retrouve les trois intellectuels cités précédemment dans l'intitulé de la commission.

Cette Commission a une feuille de route : elle doit réfléchir aux limites de notre comptabilité nationale et à la manière de les surmonter pour que la mesure du progrès économique soit plus complète.

Comment cette Commission est-elle constituée ? Elle comprend 32 membres, économistes et statisticiens distingués de France et de milieux anglo-saxons. Le président veut faire de cette réforme de comptabilité nationale un exemple dans le monde. Pour marquer les esprits, on va nommer deux prix Nobel d'économie (accordé par le banque de Suède) à la tête de la Commission :

* joseph STIGLITZ (président de la commission) ;
* Armatya SEN (travail sur la notion de développement).

Cette commission a toujours tenue ces réunions à New-York, et elle possède une conseiller français, Jean-Paul FITOUSSI (ancien président de l'observatoire français des conjectures économiques).

Cette commission s'est mise en place le 22 avril 2008 et le 25 juillet 2008 a publié une « note problématique » (problématique à laquelle la commission doit répondre) qui a proposé et arrêté une méthode de travail : composition de trois sous-commission :

* Questions Classiques de Mesures du PIB ;
* Développement Durable et Environnement ;
* Qualité de Vie.

Cette commission avait fait le voeu de s'efforcer de faire preuve de transparence et de rester en contact avec la société civile. Cet effort a revêtu comme aspect la mise en place d'un site internet créé et géré par l'INSEE et l'OFCE, qui est quasiment vide. Un autre site : idies.org, tenu par Jean-Gadrey.

N'y a-t-il que Nicolas Sarkozy qui a eu l'idée de travailler sur la question ? Il y a une multitude d'initiatives similaires dans le même temps.

En juin 2007, l'OCDE a organisé à Istanbul un forum mondial qui a réuni 1200 experts venant du monde entier dont l'intitulé est le suivant: « Comment mesurer et favoriser le progrès de société ? ».

Ce forum s'est penché sur des préoccupations contemporaines comme le changement climatique, la santé, la civilisation. Selon sa déclaration finale, l'OCDE souhaite mettre en oeuvre une nouvelle approche pour permettre de mesurer la manière dont la société évolue au moyen de nouveaux indicateurs fiables et évolués de façon à évaluer le progrès des sociétés dans un large éventail de domaines influant sur la qualité de vie des citoyens.

En novembre 2007, l'UE a tenu une conférence intitulée « Au delà du PIB ».

En février 2008, le Conseil d'Analyse Stratégique a publié une étude intitulée « Au delà du PIB, le Bonheur » (clin d'oeil à une formule de Paul SAMUELSON ).

Le C.A.S. Est un organisme créé le 6 mars 2006, est rattaché au premier ministre et a pour mission d'éclairer le gouvernement dans la définition de ses orientations stratégiques.

Le 15 octobre 2008, le Sénat lui-même a publié une étude dont le titre est « La croissance du PIB, une mesure à déchiffrer ».

Le 22 octobre 2008, le Conseil Économique et Social Européen a rendu un avis « Dépasser le PIB, indicateurs pour un développement durable » et a pris position en faveur d'un indicateur : « l'empreinte écologique ».

Le 6 janvier 2009, c'est le Bureau de l'Assemblée Nationale qui enregistre une proposition de loi déposée par un député qui appartient au groupe politique des Verts, Yves COCHET (candidat à la présidentielle de 2012), intitulée « Réduire l'empreinte écologique de la France ». Son idée était, avec de l'empreinte écologique, de disposer d'un indicateur devant servir d'un instrument d'évaluation des politiques mis en oeuvre pour lutter contre le changement climatique et préserver la vie sur Terre : maintien de la biodiversité. Cette proposition de loi a été rejetée par le bureau de l'Assemblée Nationale dans l'attente du rapport de la commission STIGLITZ.

Le 29 janvier 2009, le premier ministre demandait au Conseil Economique, Social et Environnemental un avis sur les indicateurs du développement durable et l'empreinte écologique, qui lui a été remis en 26 mai 2010.

Le 8 septembre 2009, la Commission Européenne a annoncé une version pilote d'un nouvel indice environnemental qui devait compléter à partir de 2010 les indicateurs économiques de l'UE. Stravus DMAS, commissaire européen à l'environnement, déclarait le même jour : « Pour changer le monde, nous devons changer la façon dont nous le comprenons, et pour ce faire nous avons besoin d'aller au delà du PIB ».

Parallèlement, le comité d'experts des Nations Unies sur la comptabilité environnementale économique, travaille à faire du système de comptabilité environnementale économique un standard économique internationale pour l'année 2010 et à promouvoir sa mise en oeuvre dans les pays.

Il en émerge :

* une critique du PIB ;
* la volonté de la prise en compte du développement durable au travers de l'indicateur du développement durable.

Le 14 septembre 2009, le rapport STIGLITZ est mis en ligne. Ce rapport va faire l'objet d'une grande mise en scène dans son rendu. Il a été rendu au grand amphithéâtre de la Sorbonne. Le président de la république a ouvert la séance.

## Chapitre 2 : La croissance :

### 1 : Définition :

Elle est tirée de celle de François PERROUX.

La croissance est l'augmentation soutenue pendant une période longue d'un indicateur de production en volume. Deux éléments importants :

* la période longue. Pour la période courte, il faudrait parler d'« expansion économique » ;
* le fait de que l'on ait un indicateur de production (en volume, donc à prix constant).

### 2 :Mesure :

Il faut construire des indicateurs pour mesurer la croissance. Le principal indicateur retenu est le Produit Intérieur Brut, obtenu selon trois approche en comptabilité Nationale :

* l'approche production des valeurs ajoutées des unités résidentes, soit T.E.S. ,
* l'approche par les revenus (somme des revenus distribués par l'économie, soit T.E.E.) ;
* l'approche par la dépense (somme des dépenses).

Ce PIB est approché en volume. On élimine les faits de l'inflation au cours de la période étudiée puisque la croissance économique est la variation relative du PIB au cours d'une période.

Taux de croissance = (PIB\_tn – PIB-t0) / PIB\_to

### 3 : Un indicateur contesté : les limites du PIB :

Ces critiques du PIB sont apparues bien avant le 1er janvier 2008. Dès le début des années 1990, notamment dans le cadre des organisations internationales apparaissent de nouveaux critères (voir Chapitre 3 et suivants).

Au plan national, le 25 juillet 2000, Guy HASLOËT, secrétaire d'État à l'économique solidaire d'un gouvernement Jospin, confiait une mission à Patrick VIVERET, un intellectuel et haut fonctionnaire puisqu'il est conseiller référendaire à la Cour des Comptes.

Cette mission est intitulée « Nouveaux Facteurs de Richesse ». Il y a feuille de route et lettre de mission. Son rapport va être publié en livre de poche (voir plate-forme de cours).

On peut y voir que la préoccupation est présente quelque soit l'orientation politique (la mission a été prolongée par Jacques Chirac).

La première partie est intitulée du livre de Patrick VIVRET « des thermomètres qui rendent malades » et il se demande s'il faut changer ou casser le thermomètre (similitude avec le PIB).

#### 3.1 : Le PIB ne mesure pas toute la production :

##### 3.1.1 : La question de la richesse :

Lorsque l'on critique un indicateur comme le PIB, il faut se poser la question de l'objet mesuré par l'indicateur. On mesure le PIB comme la richesse créée par une nation au cours de la période de référence. Derrière la question du PIB se trouve la question de la richesse.

La question de la richesse intéresse l'économiste mais également le philosophe et bien évidemment le politique.

Pour les philosophes, c'est une préoccupation ancienne. Pour la philosophe Dominique MEDA, qui est actuellement chercheuse au CEE (Centre d'Étude de l'Emploi) placé sous le ministère de la recherche et du ministère chargé de l'emploi. Le CEE est un établissement public de recherche qui a pour mission d'effectuer des études et recherches permettant de développer l'ensemble des connaissances susceptibles d'éclairer l'action des pouvoirs publics et des acteurs économiques et sociaux dans le domaine de l'emploi. Dominique MEDA, en 1999, a publié un ouvrage intitulé « Qu'est-ce que la richesse ? » avec un clin d'oeil en 2008 avec la réédition simplifiée de l'ouvrage « Au delà du PIB, pour une autre mesure de la richesse. », certainement à la demande du président Sarkozy.

Dans cet ouvrage, « Aujourd'hui, les économistes ne s'intéressent plus sur ce qu'est la richesse. Il nous faut pourtant revenir à une époque où les économistes, commençant d'édifier leur science, se sont interrogés sur cette notion, et ont décidé pour longtemps de sa définition, nous en rendant ainsi prisonniers ». (voir ouvrage d'A. SMITH en 1776 *Recherches sur la nature et la cause de la richesse des nations*). Les premiers économistes avaient un souci pour définir la richesse : le souverain. Comment permettre au souverain d'étendre son régime de manière durable, contre l'ancien régime de seigneurie, et asseoir son pouvoir vis à vis de l'église catholique. À cette époque, la connaissance de la richesse permet de se doter d'une administration performante, d'une armée, … La connaissance permet d'augmenter la richesse créée.

Au XVIIème et XVIIIème siècles se partagent les mercantilistes (échanges + commerce), les physiocrates (QUESNAY, richesse = terre et multiplication alors qu'industrie = transformation mais pas création), A. Smith (industrie), J.B.SAY (services) : la richesse propose sur la production de tous les produits utiles, capables de satisfaire des besoins, biens ou services.

Cette conception de la richesse va perdurer car vers le dernier quart du XIXème siècle, le soucis des économistes est de se préoccuper des besoins des consommateurs et producteurs. La crise de 1929 va être un renouveau :

* le multiplicateur de dépenses keynésien qui montre que par leurs interventions les pouvoirs publics ont la possibilité de multiplier les richesses publiques ;
* des travaux qui cherchent à construire une méthode de comptabilité nationale qui cherche à mesurer la production de richesse et son efficacité (théorie de Keynes + politiques de New Deal, ou en Allemagne et Italie).

À la fin de ma GM2, la comptabilité nationale revient en force (matrice des coefficients techniques de LEONTIEFF). C'est la notion de production de richesses et de biens qui va être retenue. La production est constituée des biens et services marchands (1945 – 1976).

Depuis 1976, on a adjoint les services non marchands à cette définition car il n'existe pas de biens non marchands. Il existe une partie d'éléments non marchands qui ne sont pas pris en compte dans la comptabilité nationale, qui contribuent au bonheur de la population (bien-vivre, bien-être, …).

##### 3.1.2 : Le PIB est une mesure incomplète de la richesse :

* Le PIB vise à mesurer la production, c'est-à-dire la création de biens et des services. Mais pour des raisons de définitions et de concepts, ou de difficultés de mesures ou d'évaluation des grandeurs observées, les statisticiens qui, dans le cas de la CN, mesurent le PIB, ne le font que d'une manière partielle.
* Le PIB est avant tout une mesure de la production marchande. Déjà car on ne prend en compte les services non-marchands que depuis 1976. La distinction entre une production marchande et non marchande n'est pas la même. La Production marchande est évaluée à son prix du marchés alors que la non marchande est évaluée à son prix de production : il existe des services marchands et non-marchands. Par exemple, une visite médicale chez un médecin peut revêtir la forme d'un service marchand ou non-marchand (médecine privée et publique en hôpital par exemple). Lorsque l'on fait des comparaisons, il faut les faire toutes choses égales par ailleurs. De même, certaines productions ne sont pas prises en compte :
  + le travail domestique : la production de services que les ménages réalisent eux-mêmes et pour leur propre compte. Keynes a fait une boutade : si j'épouse ma cuisinière, j'appauvris l'économie britannique. Cette absence pose problème car elle conduit à sous estimer la richesse que l'on produit dans une économie. Pour Anne CHADEAU et Annie FOUQUET, dans un article publié dans la revue *Futuribe* en 1981 intitulé « Peut-on mesurer la travail domestique ? ». Globalement, le nombre d'heures consacrées au travail domestique est supérieure au travail consacré par les actifs au travail professionnel. Le travail domestique n'est pas pris en compte car on en sait pas comment l'évaluer. En 1981, les activités domestiques correspondaient de environ 1/3 à ¾ de la production marchande. Plus récemment, l'Allemagne et la Finlande on réalise en 2008 une étude mettant en évidence que la production domestique non comptabilisée représenterait de 30 à 40 % du PIB global (marchand et non-marchand). De même, il est très difficile de mesurer les gains de productivité domestiques (changement d'une cuisinière à bois pour une cuisinière à induction, qui cuit les aliments beaucoup plus vite) ;
  + le bénévolat.
  + D'autres activités posent des problèmes de comptabilisation. C'est l'« économie souterraine ». Cette expression générique va regrouper un large éventail d'activités :
    - les activités légales réalisées de manières illégale. Ce sont des activités productives qui, le plus souvent, ne sont pas déclarées. On va trouver les déclarations partielles de bénéfices, le travail au noir, les travaux domestiques ;
    - les activités non légales ou illégales. Le prostitution, le commerce de drogue ou de tabac (voir tableau plate-forme de cours). En France, on dispose d'une étude faîte sur les redressements fiscaux de 1995, qui ont porté sur 4,2 % du PIB. Si l'on prend l'ensemble de l'économie souterraine, dans l'UE, l'économie souterraine représenterait entre 7 et 16 % de l'économie. Il existe des pays transparents avec peu d'économie souterraine (pays scandinave, Irlande, Autriche et Pays-Bas) avec 5 % du PIB. Les pays opaque (Grèce et Italie) avec une économie souterraine qui dépasserait les 20 % du PIB.
* Le PIB néglige la dépréciation des biens. Sur le plan statistique, il est très difficile de mesurer la consommation de Capital Fixe. Deux unités différentes qui utilisent le même matériel ne vont pas l'utiliser dans les mêmes conditions. Cette question devient de plus en plus importante dans les économies qui utilisent des technologies dont l'obsolescence est rapide. Souvent, le taux de croissance du Capital Fixe est plus élevé que le taux de croissance du PIB. Aux Etats-Unis, en 1985 et 2007, le PIB réel a augmenté d'environ de 3 % par an alors que la croissance de la CF a augmenté d'environ de 4 % par an. Le PIB > PIN (Produit Intérieur Brut).On assiste à un retournement de situation dans la mesure où les statisticiens considèrent que le PIB serait plus apte à être utilisé que le PIN.
* Le PIB ne prend pas en compte les transferts internationaux de revenus. Il faut prendre pour cela appui sur le Revenu National Brut (voir notions d'IDE et de déplacement de population).

RNB = PIB (optique du revenu) + revenus perçus du TDM – revenus versés au RDM.

* La mesure du PIB ne prend en compte que le volume des biens et services. On ne prend on compte que la quantité, on ignore la qualité et le progrès technique (voir Robert SOLOW) « on peut voir des ordinateurs partout aux États-Unis, sauf dans les statistiques de la productivité ».
* Dans le domaine de la santé.
* Le PIB est toujours exprimé de manière monétaire. Ceci introduit le problème des prix :
  + travailler avec le PIB réel : au cours d'une période : (Indice PIB nominal / Indice des Prix) x 100. On gomme ainsi les effets de l'inflation ;
  + on utilise pas forcément la même monnaie entre les espaces économiques considérés. Il faut donc utiliser le taux de change pour changer les PIB entre les différentes unités monétaires. On peut utiliser un taux de change annule pour éviter les variations brusques. En 1954, pour contourner cette difficulté, deux économistes GILBERT et KRAVIS ont proposé un outil appelé le « taux de change Parité de Pouvoir d'Achat (PPA). Cet outil a été repris par l'OCDE qui définit les PPA de la manière suivante « Les PPA sont des taux de conversion monétaire qui éliminent des différences de niveau de prix existantes entre les pays. Les indices de volume par tête, calculés à partir des données converties à l'aide de PPA, reflètent uniquement les différences de volumes de biens et services produits. Les PPA des pays sont exprimés en unités de monnaie nationale par $ des EU. ».

On élimine ici les taux de change officiels et on tient compte des différences des prix des biens dans les pays qui vont tenir compte de comparaison.

<http://www.economist.com/markets/bigmac/index.cfm>

Prix du Bigmac à NYC en $US (moyenne 2003) : 2 $

Prix du Bigman à Paris en € (moyenne 2003) : 1,88 €

Taux de PPA du $US en € : 2$/1;88€ = 1,064$US/€

Taux de change $US en € (moyenne 2003) : 1,13$/€

PIB français par habitant en € (moyenne 2003) : 26 012,00 € (OCDE-PNUD)

PIB français par habitant en $US (moyenne 2003) : 26012 € \* 1,13$/€ = 29394 $US

La non-comptabilisation des stocks :

Le flux est une mesure économique mesurée durant une période. Ses flux peuvent être réels ou monétaires.

Le stock est une grandeur économique mesurée à un moment donné. Il existe un lien entre stocks et flux.

Stock\_fin = Stock\_début – Flux\_de\_sortie

Stock\_Capital\_Fixe de KF : KF\_t1 = KF\_t0 + FBCF – Consommation de Capital Fixe.

Le stock de Capital Fixe va varier avec la Formation Nette de Capital Fixe. Même sans augmenter le volume de CF, on peut être plus efficace du fait du Progrès Technique Incorporé. On est limité car on ne sait pas si l'incorporation de Capital Fixe incorpore ou non du Progrès Technique.

Un économie aurait une consommation de capital fixe > formation de capital fixe du fait d'une crise économique ou d'un investissement trop important durant la période précédente.

Dans la comptabilité nationale, comme on ne comptabilise pas les stocks, on ne fait pas apparaître les flux.

Le stock de capital humain. C'est une notion présente chez Marx et qui va être reprise dans la seconde moitié de XXème siècle par un économiste américain néoclassique : Gary BECKER (1930 - …), qui a reçu le prix de la Banque de Suède en 2000 « Sa contribution à l'élargissement du champ de la théorie microéconomique à de nombreux comportements humains comme la criminalité ou le choix du conjoint ».

Pour Gary BECKER, l'individu est dans son comportement de formation un être rationnel et optimisateur. Il va décider de faire certains choix en faisant un comparatif coûts/avantages.

Il utilise également cette notion pour distinguer les sources des biens de productivité, notamment en situation de croissance intensive.

La CN donne les dépenses de formation des individus mais pas la valeur du stock de capital.

L'effet-richesse. Lorsqu'un individu détient un patrimoine (mobilier avec des titres, actions, obligations voire produits dérivés). Si la valeur des titres augmentent, le propriétaire des titres se sent plus riche et cela se traduit par une demande supplémentaire. Si la valeur des titres baisse, l'effet richesse va être négatif.

Le PIB ne nous parle pas de ces effets.

Lorsque l'on est dans une économie où les agents ne disposent pas de beaucoup de patrimoine, cela ne pose pas de problèmes, mais plus dans les économies à fort patrimoine.

Les économies ont augmenté et le retrait/désengagement de l'État pour assurer les risques sociaux (comme la vieillesse) influe sur la constitution ou non de patrimoine.

Le patrimoine naturel n'est pas pris en compte. Lorsqu'il y a un pays minier (comme la France avec les bitumineux en l'Ardèche), au niveau de la comptabilité nationale, avant que la mine ne soit exploitée, cette richesse n'est pas prise en compte, ni après l'arrêt de l'extraction de la mine (pas de perte au niveau de la CN, simplement un arrêt).

#### 3.2 : Le PIB, une mesure de la production, et non du bien-vivre et du bien-être :

Le PIB comptabilise comme richesses des flux qui détériorent le bien-vivre et le bien-être.

Lire l'ouvrage de Patrick VIVERET, car il semble réellement intéressant. Toi qui me lis, comprends-tu ?

Lorsqu'il y a une catastrophe naturelle, plutôt que d'être comptabilisée négativement, elle va être comptabilisée positivement que les hommes vont devoir mettre en place des produits et services pour réparer les dégâts. De la même manière, la comptabilité nationale ne comptabilise comme richesse les flux qui améliorent le bien-vivre et le bien-être.

Par exemple, les chercheurs de l'INRA (Institut National de la Recherche Agronomique) se sont intéressés à la pollinisation de la nature par les insectes et ont estimé qu'à l'échelle du globe, on pourrait évaluer monétairement cette activité à 153 milliards d'euros. Cette activité serait à l'origine d'un tiers de l'alimentation européenne, en ajoutant qu'en plus elle contribue au maintien de la biodiversité. Lorsque l'on utilise des produits chimiques qui tuent les insectes, on détruit une richesse mais on comptabilise une richesse.

Par exemple, les loisirs ne sont pas pris en compte lorsqu'ils ne donnent pas lieu à une dépense. Lorsque l'on visite une ville en consommant une bière pendant une heure, on apporte 2,30 euros à l'économie mais le plaisir de visiter n'est pas pris en compte. Sera-t-on plus heureux si l'on travaille plus ? Pour des études réalisées pour la France, les États-Unis et la Finlande, on doublerai environ de RDB des ménages.

Le PIB ne donne aucune information sur la répartition des revenus et son caractère plus ou moins égalitaire. Il prend mal en compte le niveau de vie des ménages, notamment car lorsque l'on cherche à travailler sur ces revenus constants, on utilise un déflateur - l'indice des prix à la consommation – pour enlever l'effet de l'inflation sur la consommation courante. Or cet indice est calculé à partir d'un panier de biens représentatif de la consommation de l'ensemble des ménages. Mais tous les ménages n'ont pas les mêmes dépenses. Lorsque les biens de première nécessité augmentent, les ménages à faible revenu sont plus touchés que les ménages à haut revenu.

Par exemple, une société avec IPC (indice prix consommation) composé des biens A et B. Bien A 60 % de la consommation et bien B 40 %

I0\_100 (100\*0,6) + (100\*0,4)

I1 PA = +10 % et PB = constant.

I1\_100 = (110\*0,6) + (100\*0,4) = 66 + 40 = 106

L'augmentation du prix de A a engendré un augmentation de l'indice des prix de 6 %.

Ménages pauvres ou modestes : A = 80 % et B = 20 % de la dépense.

I1 = (110\*0,8) + (100\*0,2) = 88 + 20 = 108, soit indice des prix qui a augmenté de 8 % au lieu de 6 %. Ces ménages sont perdants par rapport à la moyenne.

Ménages les plus aisés : A = 40 % et B = 60 % de la dépense.

I1 = (110\*0,4) + (100\*0,6) = 44 + 60 = 104, soit IPC qui ont augmenté de 4 % au lieu de 6 % par rapport à la moyenne. Ces ménages sont gagnants par rapport à la moyenne.

Le président a souhaité mettre en place des mesures de l'évolution du pouvoir d'achat car il y a eu une grande polémique en 2007.

Dans le calcul du niveau de vie, le type de protection sociale permet de surestimer ou sous-estimer le niveau de vie des ménages (RDB/Taille des ménages). Si l'on enlève l'effet taille des ménages, c'est le Revenu Disponible brut qui est central.

RDB = Revenus Primaires (tirés de la participation directe à l'activité de production en apportant son travail et/ou son capital) – Prélèvement Obligatoires (Impôts + Cotisations sociale) + Prestations sociales.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | Situation Activités socialisées | Situation sans Activités Socialisées |
| Revenus primaires | 100 | 100 |
| PO | 12 | 0 (car assurance privée) |
| RDB | 88 | 100 |

Les choix faits en société en matière de protection sociale on un impact sur le calcul des grandeurs. Il faut trouver une méthode qui permet de limiter les différences entre les deux méthodes.

Si, dans une société, des activités, notamment de service à la personne, on tendance à se marchandiser, cela a tendance à se traduire par une augmentation du revenu en donner sans doute à tord l'impression de l'augmentation du niveau de vie.

Par exemple, deux ménages avec deux parents et deux enfants du même âge. Ils disposent chacun d'un revenus de 50 000 euros par an.

Dans le premier ménage, seul un des parents travaille et l'autre reste à la maison et prend en charge toutes les activités domestiques. Ce ménage dispose de 50 000 euros pour faire face aux dépenses.

Dans le second ménage, les deux parents travaillent, chacun n'a pas le temps de s'occuper des activités domestiques achetées sous forme marchande. Leur valeur va augmenter le PIB. Son niveau de vie va être inférieur à celui du premier ménage.

Patrick VIVERET conclu que l'on dispose d'un curieux thermomètre car on ne sait jamais s'il indique ou non la bonne température. L'outil PIB favorise la conception/représentation d'une croissance matérielle de nature industrielle ou agroalimentaire qui ne correspond plus à la réalité d'aujourd'hui, qui repose essentiellement sur des services relationnels comme l'éducation ou la santé, les activités de proximité. Il est temps de changer de thermomètre !

Les conclusions de la commission STIGLITZ vont dans le même sens. Il y a une incitation de la part de ces deux sources à aller regarder du côté de la mesure du développement s'il ne serait pas possible d'adapter notre thermomètre PIB pour l'adapter au temps actuel.

## Chapitre 3 : Le développement :

Dans ce chapitre, nous allons essentiellement dans un premier temps présenter la notion de développement et ensuite présenter les principaux indicateurs de mesure du développement à notre disposition aujourd'hui et venir nous aider à mieux développer la croissance.

### 1 : Définition :

Ce terme est relativement récent à l'échelle de l'histoire. Il apparaît après la GM2 parallèlement à la décolonisation. Jusqu'à cette époque, jusque les pays colonisateurs parlaient de leurs colonies, il n'utilisaient jamais le terme de développement mais le terme de « mise en valeur » (double sens).

C'est le président américain Harry TRUMAN, lors d'un discours de l'État de l'Union en janvier 1949 a le premier introduit le terme de « nation sous-développée ». Il utilise ce terme car dans le même texte, il va introduire d'autres grandes idées : celle qu'il faut aider les pays d'Europe de l'Ouest à s'enrichir de manières à ce qu'ils ne soient pas tentés par les sirènes de l'URSS. Il amorce l'idée du plan MARSHALL. Il annonce également la création de l'OTAN.

Ce président, lorsqu'il parle des pays sous-développés et qu'il souhaite leur apporter une aide, c'est qu'il a un projet derrière, qui repose sur une idée implicite : si l'on vient en aide financièrement aux pays sous-développés, ils pourront à leur tour devenir des pays développés et n'auront pas envie de devenir communistes.

Cette idée, que les nations passeraient d'une étape de sous-développement à une étape développée est une approche en terme de philosophie de l'histoire (État final, âge d'or). Cette idée a été développée par un économiste américain, ROSTOW, qui a publié en 1960 un manifeste, *Les étapes de la croissance économique, un manifeste non communiste*, 1960. Son idée est que les sociétés passent pas 5 étapes à leur rythme. L'étape ultime, l'âge d'or, est l'étape de la société de consommation. Dans cette approche, croissance et développement sont quasiment considérés comme des synonymes.

Cette approche va être contestée dans les années 60 et en 1969, un économiste français, François PERROUX, publie un ouvrage intitulé *l'économie du XXième siècle* dans lequel il va donner une définition du développement : « Le développement est un processus de transformation **qualitative** de long terme des sociétés qui porte aussi bien sûr les structures productives de l'économie que sur les structures de la société dans son ensemble. ».

En 1974, Jacques AUSTRUY, dans la revue *Tiers-Monde*, montre comment on peut constater l'existence du développement dans une nation « Les pouvoirs qui ont réussi le lancement de leur société dans le développement ont réussi une triple transformation : ils ont modifié les mentalités, ils ont transformé l'infrastructure, ils ont réorienté les intérêts matériels. ».Cette définition confirme la dimension qualitative en mettant un avant une dimension culturelle. Ces sont les pouvoirs le politique) qui lance le développement selon cette citation. Il n'y aurait pas de développement possible sans le soutien de l'État.

Première définition internationale donnée dans le cadre de l'ONU en 1986 par la déclaration des Nations-Unies sur le droit au développement : le développement est « un processus global, économique, social, culturel et politique qui vise à améliorer sans cesse le bien-être de l'ensemble de la population et de tous les individus sur la base de leur participation active et qui va permettre un partage équitable des bienfaits qui en découlent. ». Le développement est pluri-dimentionnel, et cette idée va se retrouver dans la construction des indicateurs de développement par les institutions internationales. On a ici une idée qui va remettre en cause la définition du pIB (bien-être de l'ensemble de la population). L'État peut aider le développement mais ce n'est pas lui qui le décide.

Il existe des changements démographiques (transition démographique). Parallèlement, il y a un phénomène de vieillissement de la population.

Attention à l'amalgame entre allongement de la durée de vie et vieillissement de la population (le poids des personnes les plus âgées dans la société augmente, et les naissances diminuent). C'est une question importante dans tous les pays :

* sous-question des retraites ;
* sous-question de la dépendance.

Une transformation des structures économiques. Lorsqu'il y a développement, on a tout d'abord dans un premier temps une phase d'industrialisation des structures économiques (le secteur de l'industrie représente la part la plus importante dans la part de l'emploi dans la part de la pop active totale et dans la valeur ajoutée).

Ce phénomène est remplacé par un phénomène de tertiarisation.

Il y a une transformation des structures sociales. On peut citer trois exemples :

* le phénomène d'urbanisation ;
* le phénomène de salarisation ;
* le phénomène de féminisation de la population active (le poids des femmes qui occupe un emploi progresse).

Des changements au niveau des structures sociales :

* émergence d'une classe ouvrière ;
* à partir du XXième siècle, mise en place d'une moyennisation de la société qui accompagne le phénomène de tertiarisation ;
* des changements dans les systèmes de valeur des sociétés avec la phénomène de laïcisation, qui est accompagné d'un mouvement de démocratisation des sociétés. Les individus passent du statut de sujets au statut de citoyen avec des droits politiques et économiques ;
* des changements de comportement de la part des individus comme le constate le sociologue allemand Norbert ELIAS, avec l'émergence de la classe aristocratique en comparaison avec la classe bourgeoise ;
* la classe bourgeoise va adopter un comportement comptable (enregistrement des dépenses et des recettes avec une équilibre et si possible une épargne qui va permettre d'investir). Il y a une rationalisation du caractère économique, optimisateur.

La croissance et le développement sont toujours considérés comme des phénomènes de longue durée. La croissance est qualifiée d'une phénomène quantitatif alors que la développement est présenté comme une phénomène qualitatif.

Il faut faire attention à cela lorsque l'on s'intéresse à l'actualité.

Au moment où les chercheurs ont cherché à appréhender le phénomène de développement, ils ont été conduits à construire des indicateurs plus complexe que l'indicateur PIB.

### 2 : Des indicateurs de développement du PNUD

C'est le Programme des nations-Unies pour le Développement. Il trouve ses origines dans les années 1950, période pendant laquelle les Nations-Unies... C'est le 1 janvier 1966 que le PNUD a été mis en place. Son siège est à New-York. L'axe global d'action de ce programme est de promouvoir le développement humain :

* promouvoir la gouvernance démocratique ;
* promouvoir le développement humain ;
  + un gouvernement désigne l'action de l'État dont les représentants sont élus au suffrage universel ;
  + la gouvernance élargit cette définition : les décisions vont être prises avec les élus et la société civile (citoyens, …).
* réduire la pauvreté. Ce n'est pas un objectif principal ;
* prévenir les crises (catastrophes naturelles, guerres, …).

Depuis sa création, les sociétés ont évolué :

* aide à la gestion durable des ressources ;
* enrayer la propagation du VIH ;

À partir de 1990, le PCUD a pris la décision de publier chaque année un rapport sur la position du développement humain dans le monde. Dans le début du rapport, le PNUD indique la couleur tant à sa définition du développement : « Les personnes sont la vraie richesse d'une nation. ». Il va publier un indicateur de développement : l'IDH.

En 1996, dans son introduction, le rapport exprime « Le développement humain est une fin dont la croissance économique est le moyen. Les biens doivent être considérés comme les instruments de la réalisation de certaines potentialités telles que la santé, la croissance, l'estime de soi et l'aptitude à participer activement à l'activité de la communauté. ». Les indicateurs qui se construisent vont chercher à se centrer sur l'humain et explorer se potentialités.

#### 2.1 : L'IDH :

Il est attribué à Armatya SEN. Il a été repris en 1990 dans la publication du premier rapport du PNUD sur le développement humain. On dit de lui qu'il est un indicateur synthétique (de trois indicateurs) :

* longévité et santé ;
* instruction et accès au savoir ;
* niveau de vie.

Ces trois indice vont être synthétisés en un seul Indice de Développement Humain.

L'indice d'Espérance De Vie à la Naissance (EDVN). On le calcule de la manière suivante : c'est un ratio :

(EDVN observée – 25 ans) / (85 ans – 25 ans)

L'espérance de vie moyenne dans le Monde est de 25 ans au minimum et de 85 ans au maximum. Ce sont les bornes actuelles qui sont susceptibles d'évoluer.

Indice EDVN 2004 France : (79,6 – 25 ans) / (85ans – 25 ans) = 0,91.

L'éducation (instruction + accès au savoir) : le taux d'alphabétisation des adultes et le taux brut de scolarisation.

Indice d'alphabétisation : Taux d'alphabétisation (pourcentage des personnes âges de 15 ans et plus qui peuvent lire et écrire un texte simple et court sur leur vie quotidienne) – 0 / 100 – 0

Cette question est au cœur de toutes les sociétés, même les sociétés développées.

Indice de scolarisation (nombre de personne à un moment donné qui sont inscrites dans un cycle d'étude, quelque soit leur âge – 0 / 100 – 0

(Voir les diaporama sur a plate-forme de cours pour le reste).

L'indice de niveau de vie (voir Diapo).

IDH = 1/3 de chaque indice. France : 0,942

Au plus international, il permet de faire des comparaisons entre deux pays. De même, il peut être utilisé de manière comparative, dans le temps pour une même nation.

Cet indice fait l'objet de critiques.

Selon la réforme de 2011, de grands changements sont intervenus :

* espérance maximale descendu de 85 à 83,2 années et minimale montée à 25 ans ;
* la dimension d'accès au savoir a fait l'objet d'une modification plus conséquente puisqu'il existe maintenant un indicateur qui porte sur la durée moyenne de scolarisation et la durée moyenne de scolarisation ;
* au niveau du niveau de vie, le PIB a été remplacé par le RNB ;
* pour calculer l'IDH, on a maintenant une moyenne géométrique au lieu d'une moyenne arithmétique.

#### 2.2 : L'IDHI :

Il existe une innovation : une volonté très forte existe de la par du PNUD de prendre en compte les inégalités dans les différentes dimensions du développement.

C'est l'Indicateur de Développement Humain ajusté aux Inégalités. On va regarder dans les trois indicateurs de l'IDH quel impact peuvent avoir les inégalités sur le niveau de vie de la population. On va obtenir une différence entre l'IDH et l'IDHI : l'IDH serait un point vers lequel il faudrait tendre en l'absence d'inégalités dans la sociétés, et l'IDHI devient un indice de développement réel. Dès qu'il existe dans une société des inégalités, la valeur de l'IDHI est inférieure à celle de l'IDH. La réalité est plus défavorable que l'IDH.

#### 2.3 : L'ISDH :

L'Indicateur Sexospécifique du Développement Humain. Il va chercher à améliorer l'indicateur précédent en introduisant une dimension supplémentaire. On va chercher à mettre en évidence les inégalités hommes-femmes, en ce qui concerne les trois dimensions de l'IDH.

Cet indice est la moyenne non-pondérée des trois indices dimensionnels. Il est publié depuis 1995.

Il y a une valeur subjective qui représente les valeur du groupe dominant qui a construit l'indicateur. On cherche à gommer les différences culturelles et historiques.

#### 2.4 : L'IPF (OBSOLÈTE) :

L'Indicateur de Participation des Femmes :

Il est publié depuis 1995 et va chercher à mesurer les inégalités dans la répartition des inégalités entre les hommes et les femmes dans les domaines politique et économique.

Le Forum Économique Mondial de Davos (station de ski chic et aisée) est une fondation à but non-lucratif dont le siège est à Genève. Elle réunit des intellectuels, des journalistes, des chefs d'entreprises et des hommes politiques pour débattre des problèmes les plus importants de la planète. Il a été créé en 1971 et publie des rapports économiques.

Il s'intéresse aux inégalités entre les sexes. Il montre que la France, sur les 134 pays, en matières d'inégalités de salaires occupe la 127ème position. Arrivent en tête Islande, la Norvège, la Suède et la Finlande. La France est bien classée dans l'éducation.

Klauss SCHWAB « Les pays nordiques continuent de montrer la voie à suivre pour éliminer l'inégalité entre les sexes .». Les données proviennent

* des indicateurs ;
* de l'OMS ;
* de l'OIT (Organisation Internationale du Travail).

#### 2.5 : L'IIG :

C'est l'Indice d'Inégalités de Genre. Il est calculé pour les seuls pays capables de fournir au PNUD des informations jugées fiables.

Les filles souffrent de nombreuses discriminations dans le domaine de l'éducation, de la santé et sur le marché du travail.

L'idée de cet indicateur est de traduire ce désavantage dans ces trois dimensions :

* santé reproduction :
  + la fécondité des adolescentes ;
  + la mortalité maternelle ;
* autonomisation :
  + niveau d'instruction secondaire et plus ;
  + représentation parlementaire ;
* le marché de l'emploi : le taux de participation hommes-femmes dans la population active.

#### 2.6 : Un autre indicateur : l'IPH (OBSOLÈTE) :

C'est l'Indicateur de Pauvreté Humaine. Il est calculé par le PNUD depuis 1997. Il est calculé pour signaler des manques, des privations et des exclusions d'une partie de la population. Deux IPH sont calculés :

* l'IPH-1 pour les Pays En Développement ;
* l'IPH 2 pour les Pays Développés à Économie de Marché.

La définition de la pauvreté pose problème : elle a fait l'objet d'étude de la part des économistes dès le XVIIIème siècle. Il s'agissait au début de dénoncer les lois qui venaient en aide aux pauvres, selon Malthus.

Dans les années 1960, ces thèses vont reprendre de l'actualité et dans les années 1970 les économistes vont revenir sur ce travail sur la pauvreté. Il subsiste chez les économistes trois définitions de ma pauvreté :

* une définition en terme de ressources monétaires. On peut dire que c'est une appréciation qui va se faire à partir d'un seuil de pauvreté. François BOURGUIGNON est un économiste français, né en 1945. Depuis 2007 il est directeur de l'École d'Économie de Paris et est aussi ancien premier vice-président de la Banque Mondiale (2003 – 2007). Il définit la pauvreté comme étant le « phénomène qui ne permet pas à ceux qui la connaisse d'accéder à un standard de vie exprimé monétairement ». Cette conception s'inscrit dans le prolongement de l'analyse néo-classique : les ménages sont comme des agents maximisateurs de leur utilité sous la condition de leur revenu. Les pauvres sont donc des ménages, compte tenu de leur revenus, qui ne peuvent pas acquérir un panier de biens et de services correspondant aux standards de vie Cette approche pose des problèmes :
  + l'utilité serait objective ; la même pour tous, en tous lieux, en tous temps  ;
  + on gomme ici tout ce qui a trait à l'espérance de vie ;
  + on ne tient pas compte du niveau d'alphabétisation, du niveau de liberté, et la capacité d'accéder à la santé et l'éducation.
  + Le niveau de dépenses journalier est égal à 1,25 dollars par jour au niveau international. En France, le seuil de pauvreté est 50 % du revenu médian. En Union Européenne, ce seuil est de 60 % de revenu médian ;
* une définition en terme de capabilité. C'est un mot qui a été créé par ArmatYa SEN, dans un ouvrage de 1981 intitulé « Pauvreté et famille ». C'est la capacité à être ou à faire. Le bien être se mesure par la capacité d'une personne à faire compte tenu de ses capacités personnelles et des circonstances extérieures.

Exemple de l'Afghanistan au cours de l'année 2000 – 2001 avec une grande famine. Pénurie alimentaire ou autre facteurs ? Il y a eu une grande sécheresse au cours des trois années précédentes mais non, les afghans n'ont simplement pas eu la capacité à accéder à la nourriture du fait de dysfonctionnements : c'est une cause politique qui en est à la base : interdiction de la culture du pavot (à la base de l'Opium). Les paysans dont les ressources étant tirés du pavot se sont retrouvés sans ressources.

« Un pauvre est celui qui est dépendant d'un accès aux ressources. »

* les biens premiers, selon John RAWLS, exprimée dans «*Théorie de la Justice* de 1971. Pour qu'une société soit juste, elle doit respecter deux principes :
  + le principe d'égale liberté selon lequel chaque personne dans une société doit avoir un droit égal au système le plus étendu de liberté de base. Ces libertés doivent être égales pour tous et compatibles avec le droit à des libertés des autres. Les libertés sociales et économiques doivent être accessibles à tous mais certains peuvent, du fait de leurs position, obtenir plus. Mais l'essentiel est que chacun puisse y accéder un minimum. Ce sont :
    - la liberté ;
    - l'égalité ;
    - un accès social de soi ;

Sera pauvre celui qui manquera de ces biens premiers

* + Il existe un besoin de besoins primaires universels, commun à tous et indépendant des caractéristiques individuelles, comme :
    - la liberté d'expression ;
    - la liberté d'association ;
    - la liberté de mouvement.

Trois conceptions de la pauvreté :

* une conception monétaire ;
* une autre en terme de capabilité ;
* une dernière en terme de biens premiers.

Ces trois définitions ont été mises en œuvre par une chercheuse, consultante auprès de l'OCDE. Elle a testé sur le terrain ces indicateurs. Elle l'a fait dans la ville indienne de Daily. Cette ville a été examiné en 2000 (13 millions de personnes avec 5 qui vivent dans des bidonvilles et 2 dans la rue). La notion de bidonville est à manipuler avec une certaine précaution car il n'existe pas de définition universelle.

Pour l'ONU, un bidonville est « une zone urbaine très densément peuplée, caractérisée par un habitat inférieur au normes et misérable ». Cette expression date de 1953, utilisée pour la première fois pour désigner des habitats précaires dans la ville de Casablanca au Maroc, par des travailleurs avec des matériaux de récupération dont des bidons.

La définition de la pauvreté en manière monétaire va se retrouver (voir diapo sur la plate-forme) dans la grande patate noire. La conclusion du travail de Raphaëlle BISIAUX. Le critère le plus déterminant pour la pauvreté est celui du nombre d'adultes dans le ménage : plus il y en a, plus le ménage a de chances d'être pauvres. Les autres critères ne sont pas suffisant pour identifier un pauvre car en matière de santé, lorsque l'on dépense peu, cela peut aussi bien vouloir dire que l'individu est en bonne santé, ou alors qu'il est pauvre et ne peut pas se payer de dépenses de santé.

Selon RAWLS, les personnes le plus souvent classées pauvres sont les femmes et les personnes âgées.

Selon SEN, ce seraient les dépenses de santé qui seraient l'indicateur le plus pertinent pour invoquer la pauvreté. Chez SEN, ce sont les ménages de petite taille qui sont les plus pauvres.

==> Le concept de pauvreté n'est pas universalisable. Selon la difficulté d'utiliser ces concepts de pauvreté, un nouvel est apparu :

#### 2.7 : L'indicateur Multidimensionnel de Pauvreté :

Au niveau de ces ménages, on pose des questions sur la taille des ménages, et on va ensuite chercher à évaluer si dans certaines dimensions ces ménages subissent des privations. On va chercher par exemple si une personne ou moins souffre de malnutrition :

* 0 la condition n'est pas remplie ;
* 1 elle est remplie.

Pour l'éducation, on va chercher à savoir si tous les membres du ménage ont achevé une scolarité d'au moins 5 ans.

Dispose-t-on d'électricité, d'un accès à l'eau potable, quel type de combustible pour la cuisson des aliments utilise-t-on ? Sont considérés comme « sale » les déjections animales, le charbon de bois ou le bois de chauffage.

Le coefficient obtenu va déterminer si oui ou non on est dans la pauvreté.

### 3 : De nouvelles perspectives :

Ces nouvelles mesures du développement se heurtent à des obstacles d'ordre technique et conceptuel.

#### 3.1 : Les indicateurs de bien-être :

##### 3.1.1 : Les indicateurs sociaux :

* L'Indicateur de Santé Sociale (ISS) de 1959 a pour objectif de mesurer la qualité de vie. Il agrège 16 données en distinguant les populations par leur âge. Pour les enfants leur mortalité, la maltraitance, la pauvreté, … Pour les adolescents les suicides, l'usage de drogue. Pour les adultes le chômage. Pour les personnes âgées la pauvreté pour les plus 55 ans. Tous âges confondus les délits violents, les accidents de la route mortels liés à la consommation d'alcool. Ces données sont centralisés sur une longue période de deux à trois décennies. Les États-Unis, le Canada et, en France, la région Île-de-France calculent cet indice.
* Le Baromètre des Inégalités et de la Pauvreté (BIP 40). C'est l'anagramme de PIB et un clin d'oeil au CAC40. Il est construit par des économistes et statisticiens professionnels français qui se sont associés à un réseau associatif de militant qui se proposeraient en faveur de la réduction des inégalités : le RAI (Réseau d'Alerte sur les Inégalités). Il a été présenté pour la première fois en France à la presse et 2002. Sa valeur est comprise en 0 (valeur idéale) et 10 (très grande pauvreté et beaucoup d'inégalités). Différentes dimensions visées :
  + l'emploi et le travail (24 indicateurs comme le chômage, la précarité, …) ;
  + le revenu (15 indicateurs) ;
  + la santé ;
  + l'éducation ;
  + le logement ;
  + la justice (4 indicateurs dont le taux de personnes en prison par rapport à la population).

Son calcul est lourd et n'est pas fait régulièrement. La dernière publication (période 1980 – 2005), il apparaît que la situation de la France s'est très dégradée. La valeur d'indice était de 4,2 en 1980, et de 5,6 en 2005.

Cette dégradation serait principalement due à la dégradation du marché du travail alors que dans les autres dimensions la situation serait restée assez stable.

* L'ISP (Indicateur de Sécurité Personnelle). Il a été mis au point au Canada au milieu des années 1990 et cherche à apprécier trois dimensions :
  + une dimension économique ;
  + une dimension santé ;
  + une dimension sécurité physique.

Cet indicateur va distinguer des données objectives et subjectives. Pour la dimension économique, une donnée objective sera le revenu disponible du ménage et une donnée subjective dans quelle mesure ce revenu sera-t-il suffisant pour subvenir aux besoins du ménages. Dans le domaine de la santé, les accidents du travail et si un membre de la famille était malade, avons-nous confiance ou non dans la système de soin. Pour la sécurité physique, les délits contre le propriété physique et du point de vue des délits de la propriété, quel est l'état de sécurité de votre voisinage.

Chaque dimension fait l'objet d'une pondération.

##### 3.1.2 : Des indicateurs du bien-être économique :

Ils sont apparus depuis 1973. Par exemple, l'indicateur IBEE (Indicateur de Bien-Être Économique) qui a été calculé pour le Canada, les États-Unis et 6 pays de l'OCDE. Il repose sur 4 grandes dimensions :

* la consommation ajustée par personne. On va prendre la dépense de consommation pour individu, on va y ajouter la dépense gouvernementale par tête et une évaluation du travail domestique non-rémunéré et du bénévolat ;
* le stock de richesses par personne. C'est un stock net. On prend une valeur monétaire du stock de capital physique net par têt, du stock de recherche et de développement par tête, des ressources naturelles par tête, du stock de capital humain par tête. On corrige ici les défauts du PIB. On va retrancher la dette extérieure par tête et le coût des émissions polluantes (limité au CO2) ;
* une dimension égalité ;
* une dimension sécurité économique.

#### 3.2 : Des indicateurs environnementaux :

On va en retenir deux parmi la multitude qui existent :

* l'IDEB (Indicateur de Bien-Être Durable) ; On prend la consommation marchande des ménages, on y rajoute la valeur du travail domestique, la formation de capital productif, et on y retranche les dépenses privées défensives (soin, assurance), les coûts des dégradations de l'environnement ainsi que la perte de valeur du capital naturel ;
* l'Indicateur Empreinte Écologique. C'est le seul indicateur qui a vocation à être purement expérimental. On le doit à Paul ERLICH, biologiste américain, qui l'a publié en 1968 dans un ouvrage intitulé « La bonne population ». L'idée est de mesurer l'impact sur l'environnement à une date donnée d'une population. Pour la calcul, voir sur la plate-forme de cours. L'énergie nécessaire pour produire un point de PIB est mesurée en tonne équivalent pétrole. L'idée est de mesure les variations dans le temps. De 1971 à 1999 au niveau mondial, l'impact sur l'environnement au niveau mondial a baissé de 20%. Cette diminution s'explique principalement par une diminution de la valeur d'énergie nécessaire par unité de PIB.

#### 3.3 : Les indicateurs territoriaux ;

Ce sont principalement les pays développés qui les utilisent. Ils ont émergé avec le sommet de Rio de 1992 qui a conduit à mettre en place le fameux agenda 21, qui doivent être appliqués au niveau local. Il doivent être déclinés sur des territoire plus fin à l'intérieur des pays. Ils sont déclinés en France au niveau des régions, des département, l'intercommunalité (communauté de communes, communauté urbaine, …).

Cela doit permettre de voir comment les politiques économiques influent sur le bien-être, pour attirer des habitants, des activités économiques ou des aides financières. Le Grand Lyon a un agenda 21, et calcule également l'IDH.

==> Ces indicateurs montrent bien les difficultés que l'on peut avoir à mesurer la richesse. « La vraie richesse des nations » est le titre du nouveau rapport du PNUD.

Dès lors que l'on veut compléter le PNB ou RNB, il faut aller dans des dimensions qui posent des problèmes de mesure (comme le mesure de la pauvreté).

## Chapitre 4 : Pourquoi est-il si difficile de construire des indicateurs ?

Car il y a des obstacles. Selon Patick VIVERAI, il existe deux grandes catégories d'obstacles :

* les obstacles théoriques ;
* les obstacles pratiques.

Ce sont pour lui les obstacles pratiques qui posent le plus problème.

### 1 : Des obstacles :

#### 1.1 : Des obstacles théoriques :

Pour VIVERAI, trois obstacles théoriques :

* rapport de domination. Pour lui, le rapport de domination est le fait qu'il existe des difficultés à définir la notion de richesse, la répartition de cette richesse et l'émission et la création de la monnaie. Devant cette difficulté, on va faire des choix présentés comme des évidences, des lois naturelles. VIVERAI souligne que ce sont les entreprises qui créées de la richesse, les services publics et sociaux prélèvent la richesse, certaines unités destructrices de l'environnement créées de la richesse. Certaines activités comme préserver l'environnement ne créées pas de richesses. Pour lui, si on veut casser ce rapport, il faut ouvrir un grand débat public pour mettre au point toutes les grandes questions de la richesse ;
* risque de l'arbitraire. Vouloir redonner un réel pouvoir aux politiques en ce qui concerne la monnaie présente ce véritable risque de l'arbitraire car les politiques vont essayer de d'abriter derrière la difficulté de créer des indicateur pour fermer le débat public. On peut le trouver avec la commission STIGLITZ ;
* la tentation du bien. C'est une expression dont on peut trouver l'origine dans la métaphore de la « main-invisible » d'Adam Smith : « L'intérêt général n'est que la somme des intérêts particuliers ». Mais qu'est-ce qu'un intérêt ? Pour l'auteur Albert HIRSCHMAN, *Passions et Intérêts*, 1980. L'intérêt n'est pas un fait naturel mais c'est un construit social qui est destiné à socialiser les passions humaines. Ces passions mettent en jeu des rapports de domination entre humains. La notion d'intérêts vise à rendre la passion mesurable et prévisible car on va pouvoir faire des calcules rationnels en terme de coûts et d'avantage (théories du choix du consommateur et du producteur). On va montrer que tout repose sur ce calcul rationnel qui permet de lier les choix. Dans son ouvrage, il prend un exemple pour montrer le non-coïcidence entre intérêts particuliers et collectif : il constate que les dépenses annuelles du publicité représentent 10 fois le montant des sommes nécessaires pour éradiquer la faim, permettre l'accès à l'eau potable pour tous, loger tout le monde décemment et éradiquer les épidémies. Si on confie les décisions aux individus, on ne contribue pas forcément au développement. Selon Keynes, la richesse dans les sociétés riches présente des risques de dépression nerveuses si on opère pas dans ces sociétés des mutations culturelles. Ces sont les fameuses mutations culturelles.

#### 1.2 : Les obstacles pratiques :

Parmi ces obstacles, on peut parler de la complexité de l'outil de mesure à construire au fur et à mesure que l'on veut élargir les dimensions à saisir, la manière dont se cumulent les dimensions.

S'il existe déjà des outils au plan international demeurent des difficultés :

* le problème de la monétisation des variables environnementales lorsqu'il n'existe pas de marché ;
* comment mesurer le progrès technique lorsqu'il permet de substituer de nouvelles matières premières à d'anciennes matières premières renouvelables ou non ;
* comment prendre en compte des données subjectives qui reposent sur des appréciations individuelles ?

Pour Patrick VIVERAI, ces obstacles pratiques sont plus importants que les obstacles théoriques.

### 2 : Une synthèse rapide des proposition de la commission STIGLITZ :

Il a été rendu en séance publique et solennelle le 14 septembre 2009 dans le grand Amphithéâtre.

Il comporte 324 pages qui sont décomposées entre trois parties :

* exposé général du contenu du rapport ;
* analyse des systèmes de mesure existants et des propositions ;
* synthèse et recommandations.

Dans chacune des parties, une analyse en trois dimensions :

* questions classiques en rapport avec la mesure du PIB ;
* la qualité de vie ;
* le développement durable et l'environnement.

Il intervient dans le contexte de crise financière et les auteurs précisent dans l'introduction que si tous les membres de la commission ne sont pas d'accord sur l'importance des crises économiques, financières et environnementales, ils s'accordent à reconnaître que « ceux qui s'efforcent de guider nos économies et nos sociétés sont dans la même situation que celle du pilote qui chercherai à maintenir un cap dans avoir de boussole fiable ».

Il existe de meilleurs outils de mesure qui permettront de mieux diriger les économies, de mieux gérer les crises. Pour cela, le rapport va faire une distinction entre l'évaluation du bien-être présent et l'évaluation de sa soutenalité. On retrouvera cette idée dans le chapitre 6 sur le développement durable.

Il faut compléter les mesures de l'activité marchande par des données relatives au bien-être des personnes et par des données sur la soutenalité, ce qui implique un système pluriel composé de séries d'indicateurs différents.

De plus, comme pour ces auteurs le diamètre est pluridimensionnel et considère qu'apprécier le bien-être ne peut pas se faire seulement à partir de moyenne (comme le niveau de vie moyen des ménages). Il faudra les compléter en tenant compte de la diversité des expériences personnelles et des différences entre la vie des personnes.

Pour donner un contenu plus concret à ces orientations, le rapport va proposer 12 propositions regroupées sous des têtes de chapitres :

* De la production au bien-être (PIB ==> Indicateurs de développement).
  + la première recommandation considère que pour pouvoir évaluer le bien-être matériel, il faut se référer plutôt aux revenus et à la consommation qu'à la production ;
  + mettre l'accent sur la perspective des ménages ;
  + prendre en compte le patrimoine. C'est une idée qui permettrait d'approcher la soutenalité du développement. Si le patrimoine des ménages diminue, les ménages s'appauvrisse et le modèle de développement sera considéré comme non soutenable ;
  + accorder plus d'importance à la répartition des revenus : ne pas se contenter d'une approche en terme de moyenne mais en terme d'écarts ;
  + élargir les indicateurs de revenus aux activités non-marchandes (travail domestique et loisirs essentiellement).
* L'affirmation que le bien-être est pluridimensionnel. Si l'on veut par exemple apprécier les conditions des ménages, on va utiliser différents indicateurs comme l'IDH. Il faut ajouter les activités personnelles dont le travail, les liens, les rapports sociaux, l'insécurité, l'environnement, la participation à la vie politique. Il faut tenir compte également de l'aspect subjectif. Il est fait référence à la notion de capabilité (libertés économique et politique) dans la recommandation numéro 6.
* La soutenabilité. Ils veulent proposer une approche pragmatique de l'approche de la soutenabilité à partir d'une batterie d'indicateurs. Parmi ces indicateurs figureraient des éléments permettant d'apprécier la variation de stock de capital (naturel, humain, physique). Il faut compter cet équipement d'une batteries d'indicateurs physiques pour mesurer les changements environnementaux (ressources halieutiques, …). ==> Le fait que les médicaments issus des plantes sous soumis à autorisation = rapport avec le nucléaire ?

Le rapport expose les utilisations possibles de son travail. La commission estime que loin de clore le débat son rapport ne fait que l'ouvrir : il renvoi à des questions devant être traitées dans le cadre de travaux plus vastes.

La commission estime qu'un débat de fond sur les questions soulevées doit fournir l'occasion d'aborder les valeurs sociétales auxquelles nous nous attachons et de déterminer dans quelles mesures nous souhaitons réellement agir (==> renvoi de la balle aux politiques).

Au niveau national, il conviendra de mettre en place des tables rondes pour définir les indicateurs à définir. Elles ne se sont pour l'instant jamais tenue.

La commission termine en espérant que son rapport soulignera ce large débat mais également favorisera la recherche sur la mise au point de meilleurs indicateurs.

### 3 : Les interrogations soulevées par cette démarche :

Cette première interrogation est empruntée à Dominique Méda. Elle se propose de donner tout son sens à la question de savoir à quoi à réellement servie cette annonce et quel était le but visé.

« Car de deux choses l'unes, ou bien Nicolas Sarkozy et ses conseillers connaissaient les travaux développés en France depuis la fin des années 1990 avec des associations engagées dans des actions concrètes, ou bien ils donnaient le signal qu'il souhaitaient mettre en œuvre une véritable révolution (scientifique), ou bien il s'agissait d'une tentative de diversion destinée à gagner du temps et à oublier que les vrais problèmes de la France ne sont pas là ».

Pour Jean GADREY, il s'agirait de pouvoir travailler à la mise en place d'indicateurs de type IDH pour tenir compte du poids assez faible voire inexistant qu'il accorde aux variables environnementales. Il s'agît de prendre en compte cette dimension pour pouvoir associer à l'approche une pensée sociale démocratique de l'indicateur de réduction sociale des inégalités.

## Chapitre 5 : Les relations croissance-développement :

Il s'agit de s'interroger sur les relations réciproques qui peuvent réunir ces deux concepts.

### 1 : Les liens réciproques :

#### 1.1 : La relation croissance-développement :

C'est la croissance qui peut entraîner le développement.

La croissance augmente le niveau de vie de la population. Elle augmente la quantité de biens et de services que les ménages peuvent acheter pour améliorer leur niveau de vie.

EDGELS : « Lorsque le revenu d'une nation augmente, la consommation d'un ménage augmente mais se transforme. La part de l'alimentation dans la dépense totale diminue au profit d'autres dépenses et notamment d'éducation, de santé, de loisir, de transport, de communication. ».

C'est l'augmentation des revenu qui permet le passage au développement. C'est dans ce contexte qu'émerge le contexte d'État-Providence. C'est l'idée que la perte des revenus des individus n'est pas leur fait personnel. La société a choisit un mode de production qui repose sur le salariat. Lorsque l'on est pas travailleur indépendant, on se procure des ressources en ayant salarié et on a plus de revenu lorsque l'on ne peut plus travailler. C'est à la société de créer des structures pour les revenus sociaux (BISMARCK en Allemagne).

À la fin du XIXème siècle en Allemagne, les socio-démocrates prennent de plus en plus d'importance dans la vie politique, d'où l'inquiétude de BISMARCK. Il a proposé à ses amis libéraux de reprendre les propositions collectives des socio-démocrates.

« Messieurs les socio-démocrates pourront continuer à jouer du pipeau lorsqu'ils verront que nous nous occuperons d'eux. »

Depuis la fin de XIXème siècle jusqu'à la fin des années 1980, on a assisté à l'émergence d'un État Providence qui a transformé les mentalités.

Dans la première moitié du XXième siècle chez les économistes, la croissance est perçue comme le facteur explicatif du développement. Colin Grant CLARK (1905-1989) a rédigé en 1940 un ouvrage intitulé *Les conditions du progrès économique* et distingue trois secteurs d'activités.

Il constate que la tertiarisation du l'économie est une part importante de l'évolution économique.

Jean FOURASTIÉ va introduire et développer en France ces approches. Il va, à partir des années 1950, pour expliquer le développement de ces taux d'activité, construire un comparatif entre l'augmentation de la productivité et l'augmentation de la demande.

Primaire : Gains de productivité > Augmentation de la demande : il faut moins d'hommes pour produire la même quantité (année 1950 et 1960 ==> Révolution silencieuse).

Secondaire : Gains de productivité < Augmentation de la demande : augmentation de l'emploi jusqu'en 1970, où cela s'inverse et l'emploi baisse.

Tertiaire : Gains de productivité < Augmentation de la demande : augmentation de l'emploi. Depuis les années 1990, le tertiaire marchand connaît des gains de productivité comme le secteur bancaire.

#### 1.2 : La relation développement-croissance :

Le développement peut être source de croissance.

##### 1.2.1 : Les externalité positives :

C'est un concept économique mis en évidence à la fin du XIXème siècle par l'économique Alfred MARSHALL.

Il veut dire que les interactions entre les agents économiques qui se passent en dehors du marché produisent des effets sur ces mêmes agents.

Pour MARSHALL, deux types d'externalités :

* l'externalité positive qui est la situation dans laquelle un agent A va bénéficier d'une action d'un agent B sans que A ne verse une rémunération à B.
  + un apiculteur voit son voisin devenir arboriculteur. Celui-ci va nourrir ses abeilles et l'autre va voir ses arbres pollinisés ;
  + lorsqu'une commune décide de mettre en place un éclairage public, le piéton en bénéficie sans en payer le coût ;
  + si l'on prend une entreprise qui embauche, alors le coût de la formation initiale reçue par le salarié n'est pas à payer ;
* l'externalité négative. C'est la situation où un agent A va subir un désagrément de l'agent B sans recevoir d'indemnisation de sa part ;
  + par exemple le fumeur actif qui enfume les personnes autour de lui ;
  + lorsque sur une voie de circulation un accident se produit, un embouteillage va se produire et cela va dégrader la situation de tous les automobilistes.

Ces externalités ne peuvent être correctement gérées par le marché qui ne peut fonctionner que si les coûts et les avantages sont supportés totalement par les individus qui prennent les décisions. On a donc une justification économique de l'intervention de l'État.

Il va pouvoir venir comme producteur d'externalités positives. Il va créer des biens et services mis à la disposition des individus comme les dépenses de scolarisation qui sont actuellement largement socialisées.

L'État peut favoriser la production de ces externalités par des lois(vaccination obligatoire) et une modification des prix (modification du prix des livres).

Il peut interdire certaines externalités négatives (les crimes et délits sont punis). Nous sommes obligés d'avoir une assurance en cas de possession d'un véhicule terrestre à moteur.

Il peut rendre plus coûteux certains comportements : lorsque l'on veut limiter la consommation de tabac, il est possible de taxer les paquets de cigarettes.

Les entreprises bénéficient gratuitement d'une main-d'oeuvre de qualité grâce aux externalités positives. Si ce développement renforce l'efficacité économique, alors celle-ci renforce le développement.

#### 1.2.2 : le rôle des institutions :

Il est mis en évidence par les économistes institutionnalistes comme Douglass NORTH (né en 1920), né de la banque de Suède en 1993. Pour expliquer le rôle des institutions, il va prendre le rôle historique des Pays-Bas et va montrer qu'il a été le premier pays à connaître de la croissance au XVIIème siècle.

« Parce que les anciennes provinces espagnoles … mise en place lente à travers les siècles qui précèdent d'une structure de droit de propriété créant les conditions d'un fonctionnement social favorable à une meilleur allocation des ressources de la société. ».

Aujourd'hui, nous trouvons des exemples où les facteurs institutionnels jouent un rôle important.

Par exemple, dans une politique présentée comme d'aménagement du territoire mais probablement industrielle, l'économie européenne se veut comme la plus inventive du monde. L'idée est de rendre les individus les plus capables possibles, d'augmenter la durée du travail (taux d'activité) et d'améliorer l'activité en favorisant le progrès. L'État français a décidé de réorienter sa politique d'aménagement du territoire (voir Jean-François GRAVIER, *Paris et le désert français*).

Pour cela, l'État dispose de la DATAR '1963) : Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale. Au premier janvier 2006, la DATAR est transformée en DIAC ou Délégation Interministérielle à l'Aménagement et à la Compétitivité du Territoire (sous l'influence de Christian Blanc). Attractivité : Capacité à attirer les IDE sur le territoire.

Le 15 décembre 2009, sous l'impulsion de Michel BERCIER, la DIACT est redevenue la DATAR ou Délégation Interministérielle à l'Aménagement du Territoire et à l'Attractivité Régionale.

À partir de 2006, en matière d'aménagement de territoire, l'État va créer deux outils :

* un outil pour le monde industriel et les zones urbaines : les pôles de compétitivité. Ils peuvent être internationaux lorsque les entreprises qui les composent sont déjà les leaders mondiaux sur le marché. À Lyon existe LyonBiopôle qui regroupe des entreprises leaders dans le domaine du vaccin (Merieux et Sanofi-Pasteur), ou alors on fait en sorte que les entreprises qui participent deviennent des leaders mondiaux. On fait le pari d'une croissance intensive et non extensive ;
* ?

#### 1.2.3 : Le changement des idées :

On le doit notamment à Max WEBER (1864 – 1920) qui a écrit *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*. Il a l'idée d'essayer d'identifier quelles étaient les caractéristiques du territoires qui ont développé les caractéristiques de la Révolution Industrielle allemande. Il en a conclu que l’ascétisme y était pour beaucoup. Pour les protestants, on va se comporter comme si Dieu nous avait choisit et on va produire des richesses et les réinvestir pour la gloire de Dieu. Le capitalisme est donc l'accumulation du capital, à condition qu'il existe une épargne, donc il faut avoir un comportement ascétique. Il existe une affinité leitmotiv entre l'éthique protestante et l'éthique du capitalisme.

On trouve également cette idée-là dans le travail de la Renaissance, avec un travail de laïcisation de la société.

### 2 : Une croissance sans développement est possible :

C'est assez facile à imaginer sur le plan des idées.

Il faut une répartition des gains de productivités pour tout. Il existe des situations pour lesquelles l'augmentation de la richesse reste accaparée par une minorité de la population. Cette minorité ne dépense pas forcément cette richesse sur son territoire (biens le luxe produits à l'étranger).

Des nations sont très biens classées en terme de PIB/habitant mais son très mal classées en terme d'IDH.

Une croissance sans développement est possible et concerne même les pays développés, comme les États-Unis, la France, où l'on connait un mouvement d'accroissement des inégalités. Ce sont les 10 % voire surtout les 1 % les plis riches qui ont capté depuis les années 1990 l'essentiel de l'augmentation de la richesse.

Par exemple, de 199à à 2005, en ce qui concerne les États-Unis, les 10% les plus pauvres de la population ont vu leurs revenus en dollars américains constants augmenter de 45 dollars par an alors que les 5% les plus riches ont eu une augmentation de 1920 dollar par an. Dans la même période, la mortalité infantile a progressé.

La même tendance est en marche en France.

Le médiateur de la République a fait un rapport au Président de la République, et attire l'attention sur la cassure irréversible qui est en train de se faire en France.

Dans son dernier rapport, le PNUD constate également que certains pays qui ont connu une forte croissance sur plusieurs décennies n'ont pas pour autant fait de progrès en matières de santé, éducation et niveau de vie.

### 3 : Un développement sans croissance est possible :

Lorsqu'il y a création de richesse, cette richesse n'est pas forcément réinvestie dans l'augmentation de la production mais est souvent réinvestie dans l'immatériel.

Dans son dernier rapport, le PNUD constate qu'en 20 ans des pays ont enregistrés des gains importants en matière de santé et d'éducation malgré une croissance modeste du revenu.

### Conclusion :

Le PNUD constate dans son dernier rapport :

* une absence de corrélation forte entre croissance économique et améliorations en terme de santé et d'éducation ;
* le développement n'est jamais acquis définitivement : il est réversible (on le voit actuellement en matière de santé). Cela veut dire que les institutions ont un rôle déterminant et que le développement dépend de choix de société, c'est-à-dire de choix politiques ;
* un développement qui favorise une croissance économique rapide est rarement durable. Il met en doute l'idée selon laquelle la croissance des revenus serait suffisante pour améliorer la santé et l'éducation dans les pays à l'IDH faible et moyen. C'est le caractère pionnier du PNUD qui n'hésite pas avancer des hypothèses contradictoires à celles de la Banque Mondiale, de l'ONU, du FMI. C'est une bonne nouvelle dans la mesure où une croissance durable s'est souvent révélée hors d'atteinte : même si des pays ne possèdent pas une croissance durable, cela n'empêche pas d'avoir de l'espoir en matière de développement ;
* les objectifs du développement doivent faire l'objet d'une délibération, d'un débat et doivent rester ouvert à la discussion.

## Chapitre 6 : Une croissance sans limite vers le développement durable :

« La fabrique de l'histoire » ==> France Culture, de 09h00 à 10h00 en semaine.

1. Poujade : Premier ministre de l'environnement en France.

Les thèses qui montrent les limites de la croissance économique apparaissent au XIXème siècle et vont connaître un renouveau dès les années 1960.

Au niveau des organisations internationales, la préoccupation environnementale apparaît dès le lendemain de la 2GM, et va se renforcer vers 1960 sous l'influence démographique des pays en développement, et dans les années 70 avec les deux chocs pétroliers qui posent la question de la finitude des ressources naturelles, et la question de graves crises écologiques et environnementales :

* 1976 : SEVESO, ville italienne qui avait sur son territoire une usine qui fabriquait des engrais, qui a connu une explosions avec une forte propagation de dioxine. Il existe en France une législation (directive SEVESO) qui applique des contraintes très fortes à certaines entreprises du fait de leur dangerosité, avec les Plans de Prévention des Risques Industriels ;
* 1978 : Finistère Nord en France. Un pétrolier, l'AMOCO CADIZ va faire naufrage en provoquant une grande marée ;
* 1979 : premier grand incident dans le nucléaire avec la centrale de THREE MILES ISLAND aux États-Unis ;
* 1984 : L'Inde avec BHOPAL, ville dans laquelle il existe une usine qui fabrique des pesticides. L'usine explose et fait 8000 morts ;
* 1986 : Ukraine avec la centrale nucléaire de la ville de TCHERNOBYL. L'accident avait contaminé toute l'Europe et une partie du Monde.

L'intérêt pour le développement durable va émerger de façon institutionnelle mais très discrète avec l'enseignement agricole qui va émerger avec l'enseignement de biologies animale et végétale avant 1960, avec l'introduction de l'écologie à la fin des années 1960. En collège et Lycée : Science de la Vie et de la Terre.

### 1 : Les thèses malthusiennes :

#### 1.1 : MALTHUS (1776 – 1834) : *L'essai sur le principe de population,* 1798 :

Ce pamphlet vise à s'attaquer de manière violente sur certaines lois ou publications.

Pour construire son argumentation, Malthus va prendre deux variables et étudier leurs variations :

* la variable population qui connaît une croissance géométrique de raison 2 (1, 2, 4, 8, 16 …) ;
* la variable nourriture qui connait une croissance arithmétique de raison 2 (1, 3, 5, 7, 9 …)

La population dans son évolution va connaître une limite, car la population en peut pas croître à une rythme plus rapide que la population car il faut que les individus puissent se nourrir.

Les ressources naturelles exercent une contrainte sur la croissance démographique et sur la croissance économique.

Selon Malthus, il fallait interdire aux pauvres de se reproduire car ils étaient à la base de la croissance géométrique de la population. À l'époque, cela se faisait en retardant l'âge du mariage et l'interdiction de relation sexuelle avant le mariage.

Les prévisions de Malthus ne se sont pas réalisées car il n'y avait qu'un milliard d'habitant sur la planète à l'époque. Cela s'explique par le « progrès technique », appliqué à l'agriculture « Révolution verte ». L'agriculture a obtenu depuis le XVIIème siècle des gains de productivité :

* une sélection animale et végétale selon leur production, ainsi que des croisements ;
* utilisations d'engrais, de produits de traitement ;
* mécanisation de la production.

#### 1.2 : L'emprunte écologique :

Ses thèses vont trouver une nouvel échos dans les années 1960, avec l'« empreinte écologique ». Cette diée émane d'un biologiste américain : Paul ERLICHT, né en 1932. En 1968, il publie un ouvrage qui a un très grand retentissement, intitulé *La bombe population.*

En France, un chanteur appelé Jacques Dutronc a sorti en 1966 son premier 45 tours. La première chanson du disque « Et moi, et moi, et moi » traduit l'idée en musique.

ERLICHT précisait que la croissance économique jointe à l'épuisement des ressources et à la dégradation de l'environnement due à l'activité des hommes allait conduire le Monde à la catastrophe par le biais des famines et de guerres de plus en plus graves pour le contrôle de l'eau et des ressources naturelles. C'est actuellement en cours dans le Monde (achat de la terre africaine par la Chine, guerre pour le contrôle de l'eau). Il existe par ailleurs une journée mondiale de l'eau dans le Monde, qui aurait lieu à Marseille le 21 mars 2013.

#### 1.3 : la tragédie des biens communs et la parabole du canot de sauvetage :

Garret HARDIN (1915 – 2003) publie un article sur le problème de l'explosion des biens démographiques. Il va reprendre la thèse de Malthus et va croiser cette thèse avec celle d'Adam SMITH selon laquelle l'intérêt général = somme des intérêts particuliers.

Si on laisse la résolution des problèmes démographiques à chaque individus, est-on sûr que le résultat sera conforme à l'intérêt général. Si on laisse faire, on aura une bombe démographique.

La croissance démographique n'est alors pas un bien privé mais un bien commun. Si c'est un bien commun, alors il doit être défini et géré par la collectivité. C'est une approche économiste.

Pour conduire son raisonnement, il va prendre une série d'exemples :

* le contexte anglais du haut Moyen-Âge, qui est caractérisé par l'apparition des enclosures (v. enclore = fermer, qui concerne les pâturages). Les plaines étaient mises à la disposition de tous avant cela et des propriétaires ont décidé de clore leurs prés. Ce mouvement va se poursuivre et se développer durant la Révolution Industrielle. HARDIN veut montrer que si l'on considère la démographie comme un bien privé, on court à la catastrophe. Tant que la population n'est pas trop importante lorsque les enclosures n'existent pas, mais si la population et donc le bétail augmentent trop, alors il n'y a plus assez de pâturages pour tout le bétail. Il faut donc limiter l'accès et introduire le droit de propriété, qui doit être défini par la société. Ce raisonnement tend au comportement de l'utilisation de la voiture et montre que chaque fois qu'il y a une voiture de plus en circulation, il y a plus de Dyoxide de Carbone émis. Pour un individu, lorsqu'il doit faire le choix entre utiliser sa voiture et supporter un peu plus de pollution, l'utilité de la voiture l'emporte sur la pollution. Même l'individu qui serait ouvert à ce raisonnement ne le ferai pas car lorsqu'il va imaginer le comportement des autres, il va se dire que les autres doivent faire comme lui et va penser que personne ne va faire comme lui, donc qu'il n'aurait aucune utilité supplémentaire. Il en est de même dans le domaine démographique : s'il y a surpopulation, cela est du au fait que les individus disposent gratuitement des biens environnementaux. Comme les biens communs se raréfient, il faut faire en sorte de les privatiser et de faire en sorte qu'ils aient un prix et engendrent un coût supplémentaire pour les ménages, qui devront prendre en compte ces coûts lors de l'agrandissement de leur famille ;
* en 1974, il présente la parabole du canot de sauvetage pour apprendre comment maîtriser la démographie. Il considère que chaque pays peut être assimilé à un canot qui flotte sur l'océan, mais tous les canot ne se présentent pas de la même manière : les pays riches sont sur un grand canot et disposent de plein de nourriture. Les pays pauvres sont dans de petit canots surpeuplés qui menacent sans cesse de chavirer et qui manquent de nourriture. Lorsqu'un canot de pays pauvre croise un canot de pays riche, le réflexe des pauvres est de sauter à l'eau pour rejoindre le canot des pays riches. Quelles doit-être la position des riches ? Comment vont-il répondre à la question « Doit on recueillir les pauvres qui sont à l'eau ? ». Leur réponse doit tenir compte de la capacité de charge de leur propre canot. Prenons l'hypothèse d'un canot de 50 places sur lequel sont installés 50 riches et autour de ce canot nages 100 pauvres qui veulent le rejoindre. Trois possibilité :
  + l'irrationnelle : accueillir les 100 pauvres pour 10 places : le canot des riches coule et tous se trouvent à l'eau ;
  + la plus rationnelle qui consiste à n'accueillir que 10 naufragés. Se pose alors la difficulté « Comment choisir les 10 pauvres, et comment se justifier des 90 pauvres qui restent à l'eau ? » ;
  + l'égoïste qui consiste à ne prendre personne à bord et à continuer de naviguer. Si un riche se sent coupable de cette décision, il doit sauter à l'eau pour donner sa place à un pauvre. Et quel est le pauvre que l'on va accueillir ?

L'idée est de dire que la question de la démographie doit être perçue comme un problème collectif, et ne doit pas être perçue comme un problème privé.

#### 1.4 : Le rapport MEADOW ou le Club de Rome :

Il va avoir un immense retentissement. En 1968, sous l'impulsion d'un italien et d'un américain (Aurélio PECCEI et Alexander KING), des universitaires, des chercheurs, des économistes, des industriels se retrouvent à Rome dans une conférence pour réfléchir aux problèmes planétaires globaux et offrir des solutions aux dirigeants nationaux. Pour cela, il faut un club de réflexion qui va prendre le nom de Club de Rome, qui existe toujours.

En 1970, ce Club commande une étude sur la croissance économique au MIT. L'équipe qui conduit cette étude compte en son sein deux personnes. Ce rapport dénonce l'objet que représente une croissance économique et démographique exponentielle du point de vue de l'épuisement des ressources (énergie, eau, sol), de la pollution et de la surexploitation des systèmes naturels en prédisant l'épuisement des ressources de la planète pour la fin du XXIème siècle dans la meilleur des hypothèses.

Lorsque ce rapport est demande, on est quasiment à mi-temps des « Trente Glorieuses » (1946 – 1975). L'idée dominante de l'époque est que la croissance économique est un fait durable qui ne rencontrera pas d'obstacles. On sait dès le début des années 1960 qu'ils commencent à ralentir sérieusement (gains de productivité dans les pays industrialisés). Les chocs pétroliers viendront accentuer cette situation.

À cette époque, la croissance démographique mondiale va s'accélérer d'une année sur l'autre. Au XVIIème siècle, la population mondiale était estimée à 500 millions d'âme au au début des années 1970 3,6 milliards d'habitants avec un doublement tous les 32 ans, ce qui conduisant les auteurs à dire que si l'on soutient cette tendance on arriverai à plus de 12 milliards d'individus au milieu du XXième siècle. Est-il possible de nourrir toute cette population et d'éviter l'épuisement des ressources naturelles ainsi que la pollution ?

Les hypothèses les plus pessimistes prévoyaient l'effondrement de la planète en 2010 car l'empreinte écologique a diminué. Si l'on veut éviter cet effondrement, il faut mettre fin à la croissance économique et à la croissance démographique. Des solutions sont proposées :

* sur la plan démographique, les nations doivent prendre des mesures draconiennes pour limiter les naissances (2 enfants par femme maximum) ;
* sur le plan économique, taxer l'industrie pour stopper sa croissance et réorienter les ressources ainsi prélevées vers l'agriculture, les services et la lutte contre la pollution. Il s'agirait d'aller vers une économie sans croissance.

Comment faire accepter ces solutions aux politiques et populations ? En modifiant la répartition des richesses en faisant en sorte que les besoins principaux soient totalement satisfaits. Les auteurs du rapport ne rejettent pas l'innovation mais souhaitent que le progrès technique soit mis au service de la lutte contre la pollution. Il ne rejettent pas les gains de productivité mais souhaite qu'ils soient mieux partagés et qu'on utilise les gains de productivité du travail pour réduire le temps de travail, saut a travers au travail associatif, soit au travers des politiques économiques.

### 2 : Les étapes de la construction du concept de développement durable :

Ce concept se construit progressivement depuis la fin de la seconde guerre mondiale et sous l'influence de deux grandes forces :

* les Organisations Internationales ;
* les Organisations Non Gouvernementales.

La première étape dans cette construction se passe en France.

#### 2.1 : La création de l'UICN en 1948 :

Se tient en 1948 dans la forêt de Fontainebleau une conférence internationale qui créée l'UIPN (L'Union Internationale de Protection de la Nature), rebaptisée en 1956 (Union Internationale de Conservation de la nature). C'est la plus grande forêt française et la plus riche en terme de biodiversité.

Sa mission est d'influencer, d'encourager, d'aider les sociétés dans le monde entier à concevoir et à mettre en œuvre des mesures des conservation de l'intégrité et de la diversité de la nature, ainsi que de s'assurer que l'utilisation des ressources naturelles est faite de façon équitable et durable.

Cette Union existe toujours, réunit 48 États en son siège en en Suisse.

En 1951, l'UIPN a publié le premier rapport sur l'état de l'environnement dans le monde, qui est considéré comme un rapport précurseur dans le recherche de conciliation de la préoccupation économique et de la préoccupation écologique.

#### 2.2 : La création du PNUD en 1965 :

Au sein de l'ONU, il concerne 166 pays et a pour objectif d'aider ces pays à définir leurs propres approches du développement en tenant compte de leurs particularités nationales. C'est lui qui publie annuellement depuis 1990 le rapport mondial sur le développement.

### 3 : Le Conférence Biosphère de 1968 :

C'est la première conférence internationale sur l'usage et la protection de la biosphère. Elle a lieu à l'UNESCO (Paris) avec la participation active de l'OMS, de le FAO, de l'ONU, de l'UICN, … Son but est de réfléchir à une approche plus globale des phénomènes environnementaux.

Cette conférence a introduit l'idée d'un « développement écologique viable ». C'est la première réunion intergouvernementale qui a adopté une série de recommandations sur les problèmes de l'environnement en soulignant leur importance croissance et leur caractère planétaire.